



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.374/4
du 10 juin 2026

advies 79.374/4
van 10 juni 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
27 avril 2007 relatif à la
gestion de l'espace de
numérotation national et à
l'attribution et au retrait des
droits d'utilisation de
numéros'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
27 april 2007 betreffende het
beheer van de nationale
nummeringsruimte en de
toekenning en intrekking van
gebruiksrechten voor
nummers'

Le 12 mai 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction publique, de la Gestion immobilière de l'État, du Numérique et de la Politique scientifique à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 juin 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juin 2026.

*

Op 12 mei 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Modernisering van de Overheid, belast met Overheidsbedrijven, Ambtenarenzaken, het Gebouwenbeheer van de Staat, Digitalisering en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 juni 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juni 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

RECEVABILITÉ PARTIELLE DE LA DEMANDE D'AVIS

L'article 35 du projet vise à attribuer et à retirer des numéros spécifiques à des entreprises individuellement désignées.

Seules des dispositions qui présentent un degré de généralité suffisant pour pouvoir être qualifiées de « réglementaires » au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' peuvent – et, sauf urgence spécialement motivée, doivent – être soumises à l'avis de la section de législation.

La section de législation n'est donc pas compétente pour donner un avis sur l'article 35 du projet, qui contient une pluralité d'actes individuels.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 9 de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone 'relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision', dispose comme suit :

« Un Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision est institué.

Ce comité est composé :

- 1° du (des) Ministre(s) désigné(s) par le Gouvernement fédéral ;
- 2° du (des) Ministre(s) désigné(s) par la Communauté flamande ;
- 3° du (des) Ministre(s) désigné(s) par la Communauté française ;
- 4° du (des) Ministre(s) désigné(s) par la Communauté germanophone.

Le Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision a pour mission d'organiser de manière concertée, dans le respect des compétences de chacun et selon les modalités et procédures fixées en Comité de Concertation, la consultation mutuelle relative aux initiatives respectives concernant la rédaction d'un projet de législation sur la radiodiffusion et les télécommunications ».

Cette disposition est rédigée de manière extrêmement large : ainsi, comme la section de législation l'a déjà observé ¹, si l'intitulé de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 renvoie à la notion de « réseaux de communications électroniques », cet intitulé qui, par hypothèse, est dépourvu de portée normative, n'a pas pour effet de limiter la portée de l'article 9 de l'accord de coopération, qui vise toutes les initiatives respectives des parties, en ce compris celles émanant de l'autorité fédérale, concernant tout projet de législation sur la radiodiffusion et tout projet de législation sur les télécommunications.

Dès lors que le projet concerne les télécommunications, l'article 9 implique qu'il soit soumis à la formalité prévue par cette disposition.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Les formalités préalables seront visées dans l'ordre chronologique de leur accomplissement ².

DISPOSITIF

Article 1

1. Dans la version française, la date de l'arrêté royal modifié sera mentionnée.
2. Au d), comme l'a expliqué la déléguée, il sera plus précisément renvoyé à l'article 3, point 2, du règlement (UE) 2015/758 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 'concernant les exigences en matière de réception par type pour le déploiement du système eCall embarqué fondé sur le service 112 et modifiant la directive 2007/46/CE'.

¹ Voir en ce sens l'avis 78.706 donné le 2 février 2026 sur un avant-projet devenu le décret du 2 avril 2026 '[modifiant le décret] du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos'.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 34, b).

Article 2

Le rapport au Roi contiendra davantage d'explications sur ce qui permet de déduire de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', invoqué à titre de fondement juridique du projet, que le Roi est habilité à prévoir qu'une capacité de numérotation peut être attribuée aux entités visées à l'article 2, b), du projet, compte tenu notamment des définitions d'« opérateur », d'« utilisateurs » et d'« espace de numérotation » figurant respectivement à l'article 2, 11°, 12° et 45°, de la loi du 13 juin 2005, ainsi que du fait que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications peut octroyer, sur la base de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005, des droits d'utilisation de ressources de numérotation à des « entreprises » autres que les opérateurs de réseaux ou de services de communications électroniques.

Article 4

1. Au b), dans la version française, la mention « iii) » sera remplacée par la mention « ii) ».

2.1. Au d), compte tenu de l'emploi du mot « aansluiting » dans la version néerlandaise, mieux vaut écrire « connexion » au lieu d'« adhésion » dans la version française.

2.2. Par ailleurs, interrogée sur la question de savoir si l'ensemble des personnes visées à l'article 4 en projet de l'arrêté royal du 27 avril 2007 'relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros', en ce compris ASTRID SA et le Ministère de la Défense, devront respecter les conditions fixées à l'article 10, § 1^{er}, en projet, la déléguée a répondu :

« Wanneer het in de praktijk niet zinvol is om deze regeling toe te passen hoeft ze inderdaad niet toegepast te worden. Het is wel nuttig om ze in het algemeen te laten staan ».

Par souci de sécurité juridique, le texte identifiera explicitement les conditions applicables à chacune des entités concernées.

Cette observation vaut, le cas échéant, pour la suite du projet.

3. La seconde occurrence du littéra « d) » sera remplacée par la mention « e) » et le texte sera revu en conséquence.

4. L'article 10, § 1^{er}, alinéa 3, 16°, en projet de l'arrêté royal du 27 avril 2007 (article 4, f), du projet) sera revu pour éviter toute redondance avec l'alinéa 4 de cette disposition qui précise déjà que « [l]a capacité de numérotation ne peut pas être réservée s'il n'est pas satisfait aux dispositions du présent arrêté ou aux conditions et aux critères fixés conformément à l'article 11, § 3 et 5, de la Loi ».

Article 7

L'article 7 n'apporte qu'une modification. Sa formulation sera revue.

Article 10

1. L'article 33, alinéa 2, 2°, en projet sera reformulé comme suit :

« 2° les engagements pris ou les informations communiquées dans le cadre de la demande de réservation de capacité de numérotation ne sont pas respectés ou s'avèrent inexacts ».

2. L'articulation de la notion d'« activités frauduleuses » employée au c) avec la notion de « fraude » au sens de l'article 2, 5/5°, de la loi du 13 juin 2005 ainsi que, le cas échéant, avec celle d'« utilisation malveillante du réseau ou du service » prévue par l'article 2, 5/6°, de la même loi, gagnerait, par souci de sécurité juridique, à être précisée dès lors que, par principe, les définitions employées par la loi s'appliquent à l'arrêté royal d'exécution de celle-ci.

Il en résulte que la notion d'« activités frauduleuses » devrait être entendue au regard de la seule notion de fraude telle qu'elle est définie par la loi du 13 juin 2005, sauf si le projet entend conférer à la notion d'« activités frauduleuses » une portée autonome.

Le rapport au Roi sera complété en conséquence.

Article 20

1. L'article 107, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 13 juin 2005 énonce :

« Pour l'application de la présente loi, les services suivants sont considérés comme des services d'urgence :

a. les services d'urgence offrant de l'aide sur place :

- 1° le service médical d'urgence ;
- 2° les services d'incendie ;
- 3° les services de police ;
- 4° la protection civile ;

b. les services d'urgence offrant de l'aide à distance :

- 1° le centre antipoison ;
- 2° la prévention du suicide ;
- 3° les centres de téléaccueil ;
- 4° les services écoute-enfants ;
- 5° le Centre européen pour enfants disparus et sexuellement exploités.

Le Roi peut fixer, après avis de l'Institut :

1° la liste des autres services publics ou services d'intérêt public, reconnus comme tels par l'autorité compétente, qui pour l'application de la présente loi sont considérés comme des services d'urgence ;

2° la liste des numéros d'appel des services d'urgence auxquels les utilisateurs, y compris les utilisateurs des postes téléphoniques payants

publics accèdent gratuitement et sans qu'il ne soit nécessaire de disposer d'un moyen de paiement [...] ».

Le 1^o entend fixer les numéros à trois chiffres de services d'urgence, ce qui constitue donc une mise en œuvre de l'article 107, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005, qu'il convient alors de viser au préambule.

La section de législation observe néanmoins que cette habilitation a déjà été mise en œuvre par l'arrêté royal du 2 février 2007 'relatif aux services d'urgence en exécution de l'article 107, §§ 1^{er} et 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, et portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques pour les services d'urgence'.

La section de législation n'aperçoit dès lors pas pour quelle raison le 1^o entend reprendre les numéros d'appel des services d'urgence fixés par cet arrêté royal plutôt que de s'y référer, d'autant que cette reprise est incomplète : le projet ne reprend pas le numéro à trois chiffres « 110 » attribué au « Centre européen pour enfants disparus et sexuellement exploités », qui figure dans l'arrêté royal du 2 février 2007.

Le projet attribue par ailleurs le numéro « 105 » à la Croix-Rouge de Belgique, ce que l'arrêté royal du 2 février 2007 ne prévoit pas. Sauf s'il est en mesure d'invoquer un autre fondement juridique pertinent à cet égard, l'auteur du projet doit alors être en mesure de justifier que les services offerts par la Croix-Rouge de Belgique sur ce numéro peuvent s'analyser comme des « services d'intérêt public [...] considérés comme des services d'urgence » au sens de l'article 107, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, de la loi du 13 juin 2005³.

La disposition en projet sera réexaminée et, le cas échéant, revue à la lumière de ce qui précède.

2. Au 3^o, la notion de « services publics » (version néerlandaise : « overheidsdiensten ») apparaît trop restreinte au regard de l'intention exprimée dans le rapport au Roi.

Mieux vaudrait également faire mention des « services d'intérêt public », expression utilisée à l'article 4, 2^o, 1^{er} tiret, de l'arrêté du 27 avril 2007, afin de ne pas laisser entendre que seules des entités publiques pourraient obtenir les numéros concernés.

³ Le rapport au Roi de l'arrêté royal du 27 avril 2007 énonçait sur ce point : « L'article 59 reprend les numéros courts à trois chiffres mentionnés à l'article 2 de l'arrêté royal du 2 février 2007 relatif aux services d'urgence en exécution de l'article 107, § 1^{er} et § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, et portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques pour les services d'urgence et leur confère par conséquent également une place dans l'espace de numérotation national. Le numéro court national 105, attribué à la Croix Rouge belge, est indiqué séparément car la Croix Rouge belge ne souhaite pas être considérée comme un service d'urgence pour des raisons de neutralité ».

Article 26

1. Par cohérence avec les articles 17, 1°, et 28, 1°, les mots « des numéros » seront également remplacés par les mots « une capacité de numérotation » à l'article 67, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 avril 2007.

2. Le 2° ne prévoit pas l'insertion des mots « ou pour démontrer la conformité aux dispositions du [paragraphe] 1^{er} de l'article 10 », qui figurent à l'article 17, 3°, alors que la modification envisagée par l'article 26 apparaît analogue à cette dernière disposition.

L'auteur du projet s'assurera de la cohérence des dispositions en projet.

La même observation vaut pour l'article 28, 3°.

Article 32

Dans la version française, le 1°, a) sera complété par les mots « sont abrogés ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

GEDEELTELIJKE ONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

Artikel 35 van het ontwerp voorziet in het toekennen en het intrekken van specifieke nummers voor individueel aangewezen ondernemingen.

Alleen bepalingen die voldoende algemeen zijn om te kunnen worden beschouwd als “reglementair” in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ kunnen – en moeten, behalve in spoedeisende gevallen die met bijzondere redenen worden omkleed – om advies worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving.

De afdeling Wetgeving is dus niet bevoegd om een advies uit te brengen over het ontworpen artikel 35, dat een reeks individuele handelingen bevat.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 9 van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap ‘betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie’ bepaalt het volgende:

“Er wordt een Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie opgericht.

Dit Comité bestaat uit:

- 1° de minister(s) aangeduid door de federale regering;
- 2° de minister(s) aangeduid door de Vlaamse Gemeenschap;
- 3° de minister(s) aangeduid door de Franstalige Gemeenschap;
- 4° de minister(s) aangeduid door de Duitstalige Gemeenschap.

Het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie heeft tot taak om in onderling overleg en met respect voor ieders bevoegdheid, volgens de modaliteiten en procedures zoals vastgelegd binnen het Overlegcomité, de wederzijdse consultatie te organiseren omtrent mekaars initiatieven inzake het opstellen van ontwerpregelgeving met betrekking tot omroep en telecommunicatie.”

Die bepaling is uiterst ruim geformuleerd: de afdeling Wetgeving heeft al eerder opgemerkt¹ dat het opschrift van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 weliswaar verwijst naar het begrip “elektronische communicatienetwerken”, maar dat het per definitie niet van regelgevende aard is en dus niet tot gevolg heeft dat de draagwijdte van artikel 9 van het samenwerkingsakkoord wordt ingeperkt. Dat artikel slaat op alle initiatieven die de partijen, ook de federale overheid, nemen betreffende iedere ontwerpregelgeving inzake radio-omroep en iedere ontwerpregelgeving inzake telecommunicatie.

Aangezien het ontwerp betrekking heeft op telecommunicatie, volgt uit artikel 9 dat het moet voldoen aan het vormvereiste waarin die bepaling voorziet.

De steller van het voorontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste vervuld wordt.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

De voorafgaande vormvereisten moeten worden vermeld in de chronologische volgorde waarin ze zijn vervuld.²

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In de Franse tekst dient de datum van het gewijzigde koninklijk besluit vermeld te worden.
2. Zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, moet in de bepaling onder d) meer specifiek verwezen worden naar artikel 3, punt 2, van verordening (EU) 2015/758 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2015 ‘inzake typegoedkeuringseisen voor de uitrol van het op de 112-dienst gebaseerde eCall-boordsysteem en houdende wijziging van Richtlijn 2007/46/EG’.

¹ Zie in die zin advies 78.706 van 2 februari 2026 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 2 april 2026 ‘[tot wijziging van het decreet] van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten’.

² *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 34, b).

Artikel 2

Het verslag aan de Koning moet nader toelichten hoe uit artikel 11, § 1, van de wet van 13 juni 2005 ‘betreffende de elektronische communicatie’, dat als rechtsgrond van het ontwerp wordt aangevoerd, af te leiden valt dat de Koning gemachtigd is om te bepalen dat aan de entiteiten bedoeld in artikel 2, b), van het ontwerp een nummervoorraad kan worden toegekend, met name gelet op de definities van “operator”, “gebruiker” en “nummeringsruimte”, die respectievelijk in artikel 2, 11°, 12° en 45°, van de wet van 13 juni 2005 staan, alsook gelet op het feit dat het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie op basis van artikel 11, § 1, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 aan andere “ondernemingen” dan operatoren van elektronische communicatienetwerken of -diensten gebruiksrechten voor nummervoorraden kan verlenen.

Artikel 4

1. In de Franse tekst van de bepaling onder b) moet de vermelding “iii)” vervangen worden door de vermelding “ii)”.

2.1. In de bepaling onder d) zou men in de Franse tekst beter “connexion” schrijven in plaats van “adhésion”, gelet op het feit dat in de Nederlandse tekst het woord “aansluiting” wordt gebruikt.

2.2. Op de vraag of alle personen bedoeld in het ontworpen artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 ‘betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers’, met inbegrip van ASTRID NV en het Ministerie van Defensie, moeten voldoen aan de voorwaarden die in het ontworpen artikel 10, § 1, worden bepaald, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Wanneer het in de praktijk niet zinvol is om deze regeling toe te passen hoeft ze inderdaad niet toegepast te worden. Het is wel nuttig om ze in het algemeen te laten staan.”

Ter wille van de rechtszekerheid moet de tekst uitdrukkelijk aangeven welke voorwaarden op elk van de betrokken entiteiten van toepassing zijn.

Deze opmerking geldt in voorkomend geval voor het vervolg van het ontwerp.

3. De tweede opsommingsletter “d)” moet worden vervangen door “e)”, en de tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

4. Het ontworpen artikel 10, § 1, derde lid, 16°, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 (artikel 4, f), van het ontwerp) moet worden herzien zodat het op geen enkele manier het vierde lid van die bepaling overlapt, waarin reeds wordt bepaald dat “[n]ummervoorraad [niet] kan (...) worden gereserveerd als niet wordt voldaan aan de bepalingen van dit besluit of de voorwaarden en criteria vastgesteld krachtens artikel 11, § 3 en 5, van de Wet.”

Artikel 7

Artikel 7 voert slechts één wijziging door. Het moet dienovereenkomstig worden geherformuleerd.

Artikel 10

1. Het ontworpen artikel 33, tweede lid, 2°, moet als volgt geherformuleerd worden:

“2° de in het kader van de aanvraag tot reservatie van nummervacaciteit aangegane verbintenissen of verstrekte inlichtingen niet nageleefd worden of onjuist blijken.”

2. Aangezien definities die door de wet worden gebruikt in principe van toepassing zijn op het koninklijk besluit houdende uitvoering van die wet, zou men ter wille van de rechtszekerheid duidelijker moeten bepalen hoe het begrip “frauduleuze activiteiten” dat in de bepaling onder c) wordt gebruikt, zich verhoudt tot het begrip “fraude” in de zin van artikel 2, 5/5°, van de wet van 13 juni 2005, alsook in voorkomend geval tot het begrip “kwaadwillig gebruik van het netwerk of van de dienst” waarin artikel 2, 5/6°, van die wet voorziet.

Daaruit blijkt dat het begrip “frauduleuze activiteiten” uitsluitend zou moeten worden begrepen als “fraude” zoals omschreven in de wet van 13 juni 2005, tenzij het ontwerp aan het begrip “frauduleuze activiteiten” een eigen betekenis wil toekennen.

Het verslag aan de Koning moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 20

1. Artikel 107, § 1, eerste en tweede lid, van de wet van 13 juni 2005 bepaalt het volgende:

“Voor de toepassing van deze wet worden de volgende diensten als nooddiensten beschouwd:

a. de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden:

- 1° de medische spoeddienst;
- 2° de brandweerdiensten;
- 3° de politiediensten;
- 4° de civiele bescherming;

b. de nooddiensten die op afstand hulp bieden:

- 1° het antigifcentrum;
- 2° de zelfmoordpreventie;
- 3° de teleonthaalcentra;
- 4° de kindertelefoondiensten;
- 5° het Europees centrum voor vermiste en seksueel misbruikte kinderen.

De Koning kan na advies van het Instituut de lijst vaststellen van:

1° de andere Openbare diensten of diensten van algemeen belang, die als zodanig door de bevoegde overheid erkend zijn, die voor de toepassing van deze wet als nooddiensten worden beschouwd;

2° de oproepnummers van de nooddiensten die voor de gebruikers, met inbegrip van de gebruikers van openbare betaaltelefoons, gratis en zonder gebruik van enig betaalmiddel toegankelijk zijn (...).”

In het ontwerp stelt de bepaling onder 1° de driecijferige nummers van nooddiensten vast en legt het zodoende artikel 107, § 1, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005 ten uitvoer. Die laatstgenoemde bepaling moet dan ook in de aanhef worden vermeld.

De afdeling Wetgeving merkt niettemin op dat aan die machtiging reeds uitvoering gegeven is bij het koninklijk besluit van 2 februari 2007 ‘betreffende de nooddiensten tot uitvoering van het artikel 107, § 1 en § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, en houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie voor de nooddiensten’.

De afdeling Wetgeving begrijpt dan ook niet waarom de bepaling onder 1° de oproepnummers van de nooddiensten die bij dat koninklijk besluit zijn vastgesteld, nogmaals vermeldt in plaats van ernaar te verwijzen, temeer daar die herhaling onvolledig is: het ontwerp laat het driecijferige nummer “110” dat aan het “Europees centrum voor vermiste en seksueel misbruikte kinderen” is toegewezen en dat in het koninklijk besluit van 2 februari 2007 staat, onvermeld.

Voorts kent het ontwerp het nummer “105” aan het Belgische Rode Kruis toe, wat in het koninklijk besluit van 2 februari 2007 niet is voorzien. Tenzij de steller van het ontwerp zich daarvoor op een andere relevante rechtsgrond kan beroepen, moet hij kunnen aantonen dat de diensten die het Belgische Rode Kruis via dit nummer aanbiedt, kunnen worden aanzien als “diensten van algemeen belang, die (...) als nooddiensten worden beschouwd” in de zin van artikel 107, § 1, tweede lid, 1°, van de wet van 13 juni 2005.³

De ontworpen bepaling moet opnieuw onderzocht worden en in voorkomend geval in het licht van het voorgaande worden herzien.

2. Ten aanzien van de bedoeling die in het verslag aan de Koning te kennen wordt gegeven, lijkt het begrip “overheidsdiensten” (in de Franse tekst: “services publics”) in de bepaling onder 3° te beperkt.

Om niet de indruk te wekken dat alleen overheidsinstanties de betreffende nummers kunnen krijgen, zou men beter ook melding maken van “diensten van openbaar belang”, dat is de

³ In het verslag aan de Koning dat bij het koninklijk besluit van 27 april 2007 gevoegd is, stond daarover het volgende: “Artikel 59 neemt de korte driecijferige nummers over die vermeld worden in artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 februari 2007 betreffende de nooddiensten tot uitvoering van artikel 107, § 1 en § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, en houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie voor de nooddiensten en geeft ze aldus ook een plaats in de nationale nummeringsruimte. Het nationale korte nummer 105, toegekend aan het Belgische Rode Kruis, wordt apart vernoemd omdat het Belgische Rode Kruis om neutraliteitsredenen niet in aanmerking wil genomen worden als nooddienst.”

uitdrukking die in artikel 4, 2°, eerste streepje, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 wordt gebruikt.

Artikel 26

1. Ter wille van de samenhang met de artikelen 17, 1°, en 28, 1°, moet het woord “routeringsnummers” in artikel 67, eerste lid, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 vervangen worden door het woord “routeringsnummerv capaciteit”.

2. De bepaling onder 2° voorziet niet dat de woorden “of om aan te tonen dat men voldoet aan de bepalingen opgenomen in [paragraaf] 1 van artikel 10”, vervat in artikel 17, 3°, worden ingevoegd. Nochtans lijkt de wijziging die bij artikel 26 zou worden aangebracht, vergelijkbaar met die laatstgenoemde bepaling.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat de ontworpen bepalingen samenhangen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 28, 3°.

Artikel 32

De Franse tekst van de bepaling onder 1°, a), moet aangevuld worden met de woorden “sont abrogés”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO